



AVOCAT DE L'UNION EUROPENNE (norme CE 98-5 du 16 février 1998)

PIECES A FOURNIR

- courrier de demande adressé à Monsieur le Bâtonnier
- formulaires de demande d'inscription et demande de carte professionnelle dûment complétés (la carte sera facturée ultérieurement 15 euros sur le compte qui sera ouvert au bureau commun des avocats)
- attestation de la qualité d'avocat inscrit dans un barreau de l'union européenne (traduction en français) de moins de trois mois.
- déclaration de non condamnation (document joint)
- attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle (traduction en français)
- justificatif de domicile professionnel (bail, contrat de travail ou de collaboration, contrat d'association, titre de propriété...)
- 1 photo d'identité papier
- 1 photo d'identité format jpeg, destinée à l'annuaire du site internet du barreau, à adresser par courriel : ordre@avocats-grasse.com.
- 1 chèque représentant les droits d'inscription, établi au nom de l'ordre des avocats :
 - Pour une première inscription après prestation de serment 100 euros
 - les avocats inscrits durant les deux premières années 500 euros
 - pour les avocats ayant plus de 2 ans d'ancienneté et jusqu'à 10 ans 2 500 euros
 - pour les avocats exerçant depuis plus de 10 ans 4 500 euros

(sous réserve de la fixation du montant des droits d'inscription qui seront dûs au titre de l'exercice en cours).

- 1 chèque établi au nom de l'ordre des avocats, représentant la cotisation à l'ordre pour l'année en cours, soit :

Ancienneté	Montant
0 à 2 ans	200 €
3 à 10 ans	400 €
Au-delà de 10 ans	500 €

(sous réserve de la fixation du montant de la cotisation qui sera due au titre de l'exercice en cours).

- 1 chèque établi au nom de la Carpa de Grasse, représentant la cotisation à la Carpa pour l'année en cours, soit 300 euros.

(sous réserve de la fixation du montant de la cotisation qui sera due au titre de l'exercice en cours).



DEMANDE D'AUTORISATION D'ETABLISSEMENT AU BARREAU DE GRASSE

Nom _____

Prénom _____

Date de naissance _____ Lieu de naissance _____

Nationalité _____

Situation de famille _____ Profession du conjoint _____

Adresse personnelle _____

Téléphone _____

Adresse professionnelle _____

Téléphone _____ Télécopie _____

e-mail _____

Exercice de la profession au titre de :

salarié

collaborateur

associé

mandataire social

NOM DU CABINET

INFORMATIONS RELATIVES AU BARREAU D'ORIGINE

Nom et adresse du Barreau d'origine _____

Date d'admission _____

Titre professionnel : _____

L'attestation de ce Barreau est-elle annexée ? OUI NON

L'attestation responsabilité civile professionnelle
est-elle annexée ? OUI NON

Dans l'hypothèse où les conditions et l'étendue de sa
couverture seraient insuffisantes souhaitez-vous participer
à l'assurance groupe du Barreau ? OUI NON

DEMANDE ANTERIEURE

Avez-vous antérieurement présenté une demande d'inscription conformément à la directive d'établissement ?

Dans un Barreau Français OUI NON

Dans un autre Barreau OUI NON

Si la réponse est affirmative dans quel Barreau ? _____

DIVERS

Diplômes

Professions antérieurement exercées

Activités diverses (mandats électifs, fonctions exercées dans une association...)

DECLARATION

Je déclare que les informations figurant ci-dessus sont complètes et exactes à la date de la demande.

Je m'engage à informer le Barreau de Grasse immédiatement de toutes modifications de ces informations.

Je m'engage à respecter les règles déontologiques du Barreau de Grasse et je donne mon accord pour que le Barreau de

_____ et le Barreau de Grasse puissent librement

échanger toute information relative à mes activités professionnelles.

GRASSE, le

Signature de l'impétrant

ATTESTATION

Je soussigné(e) _____

Déclare sur l'honneur n'avoir pas fait l'objet :

- de condamnation pénale ou de poursuites judiciaires pour des agissements contraires à l'honneur, à la probité ou aux bonnes moeurs,
- de sanction disciplinaire ou administrative de destitution, radiation, révocation, de retrait d'agrément ou d'autorisation en raison de faits de même nature,
- de faillite personnelle ou d'une autre interdiction,
- d'une mesure de tutelle ou d'administration légale.

Fait à Grasse le _____

SIGNATURE

A jour au 29 mai 2020